

La majorité présidentielle se divise à Kinshasa

RD CONGO Une violente manifestation illustre la tension qui monte

Après la classe politique, la rue s'est à nouveau emparée du débat électoral : à Kinshasa, de violents affrontements ont éclaté en marge d'un rassemblement de l'opposition, lorsque le meeting a été attaqué à coups de projectiles par des jeunes gens non identifiés et un journaliste de l'AFP a notamment été témoin d'une scène de lynchage.

Cette montée de la violence semble donner raison à l'avertissement lancé par plusieurs membres importants de la majorité présidentielle, appartenant à un groupe qui s'est intitulé le G7 et qui s'est ouvertement opposé au « glissement », c'est-à-dire à un retard du « train électoral », quelles que soient les raisons invoquées, techniques ou financières. Dans une lettre ouverte adressée au président Kabila, le G7, (composé d'Olivier Kamitatu, Jose Endundo, Mobango, Banza Maloba, Gabriel Kyungu, Charles Mwando Simba et Christophe Lutundula) exige la tenue de toutes les élections dans les délais prescrits et le respect absolu de la Constitution. Il condamne aussi le découpage territorial en 26 provinces, qui a affaibli l'Etat.

Les Congolais sont... optimistes

S'adressant au chef de l'Etat, ces sept personnalités assurent que « la gravité de la situation et les risques qu'elle fait peser sur l'avenir de la RDC appellent des initiatives courageuses aussi bien de votre part que du côté de la majorité présidentielle ». Les signataires estiment que cette majorité, au lieu de chercher des subterfuges, « doit préparer les prochaines

élections dans la perspective de l'alternance politique » et qu'en son sein même, « il y a beaucoup d'autres candidats potentiels qui pourraient exercer le rôle de président de la République. »

Cette division apparue au sein même de la coalition soutenant le président renforce le camp des opposants au « glissement », appuyé par 33 ONG qui exigent le strict respect de la Constitution en cas de réaménagement du calendrier électoral.

La publication d'un dernier sondage d'opinion, réalisé par l'institut Berci (sur base d'un échantillon de 1000 personnes interrogées dans 100 quartiers de Kinshasa) contient des résultats surprenants, à la fois positifs et qui pourraient être portés au crédit du pouvoir en place, et inquiétants car ils révèlent une érosion de la popularité du chef de l'Etat.

Alors que les « professionnels du développement » (dixit Berci) placent volontiers la RDC en fin de classement, telle n'est pas la perception des Congolais eux-mêmes : en mars 2015, 66 % d'entre eux se déclaraient « très confiants » en pensant à l'avenir de leur pays dans les années à venir (une progression de 10 points par rapport à 2002) et 57 % estimaient que le destin des Congolais était déterminé « par les Congolais eux-mêmes », soit une progression de 13 points.

Par rapport au risque de partition du pays, ils étaient 75 % à la redouter en 2002 et 52 % treize ans plus tard. Il apparaît aussi que 67 % des Congolais soutiennent les positions du chef de l'Etat quand il affirme que le

Congo, pays souverain, ne doit pas être dirigé par un « club de diplomates ».

Cependant, ce « Congo-optimisme » ne se reflète guère dans la perception politique : à l'issue des élections controversées de 2011, la cote du président Kabila avait glissé à 36 %, pour atteindre 48 % fin 2014. Ces gains furent cependant laminés lors des manifestations de janvier 2015, violemment réprimées, pour se stabiliser à 46 % deux mois plus tard.

Pas de dauphin incontesté

En janvier 2015, à l'issue des manifestations, seulement 13 % des personnes interrogées pensaient que le président Kabila devait briguer un troisième mandat et en mars, 10 % seulement des personnes interrogées se disaient prêtes à voter pour lui. En revanche, Etienne Tshisekedi, en mars 2015, obtenait toujours 17 %, Vital Kamerhe 16 % Moïse Katumbi 9 %. Au vu des résultats de ses enquêtes, Berci concluait « qu'aucun leader de la majorité n'émerge comme dauphin possible du président Kabila. »

Quant au Premier ministre Matata Mponyo, sa cote de popularité se stabilise à 46 % de « bonne opinion », mais celle de son gouvernement subit une érosion de 12 points, passant de 35 % d'opinions positives en janvier à 23 % cent jours plus tard, les principaux reproches portant sur le manque d'inclusivité, (35 %) le soupçon d'être au service de Kabila (9 %), de partager le pouvoir avec lui (6 %) de ne pas respecter les engagements des concertations nationales (5 %) ou... d'être tous des voleurs (2 %). Quant aux gouverneurs de province, Moïse Katumbi, avec 61 % des voix, est de loin le plus apprécié. ■

COLETTE BRAECKMAN